

**Discours de Michel BERSON
Président du Conseil général de l'Essonne**

Vœux 2009 aux Essonniens

*Hôtel du Département
Samedi 31 janvier 2009*

LE DEPARTEMENT : BOUCLIER SOCIAL ET ACTEUR DE LA RELANCE

Fallait-il, cette année, annuler cette cérémonie des vœux aux Essonniens en raison de la crise ?

Assurément non !

C'est précisément quand les temps sont durs que nous avons besoin d'être ensemble, de nous retrouver et de vivre un moment de partage et d'amitié.

Les Essonniens n'attendent pas de leurs élus des mesures symboliques ou démagogiques.

- Ils attendent de nous, le rassemblement des forces vives du département.
- Ils attendent de nous, que soit clairement exprimé le sens de notre action.
- Ils attendent de nous, une vision, un engagement, un chemin, pour répondre à leurs attentes et, aujourd'hui, à leurs inquiétudes.

Crises internationales et conflit en Israël Palestine

Cette inquiétude est d'abord due à la crise économique et sociale. C'est indéniable. Pourtant, je voudrais prendre un court instant pour évoquer avec vous une autre source d'inquiétude.

Je veux parler de la situation internationale.

Du Tibet au Darfour, de l'Afghanistan au Congo, de l'Irak à la Birmanie, nous avons fait trop souvent le constat amer de notre impuissance collective. Pour la plupart, ces conflits furent aussi médiatisés que vite oubliés.

La Bande de Gaza, elle, est encore dans toutes nos mémoires. Nous avons tous été choqués par ces images d'horreur, par tant de vies sacrifiées.

Je veux dire, ici, avec émotion et gravité, au nom du Conseil général de l'Essonne, toute notre solidarité avec le peuple palestinien.

Je veux dire, aussi, que nous gardons notre confiance dans le peuple israélien et dans sa capacité à offrir une paix juste et durable à son frère palestinien.

La violence n'a donné aucun résultat, hier comme aujourd'hui. La violence n'a pas redonné la liberté à la Palestine. La violence n'a pas garanti la sécurité d'Israël.

Seule la paix, maintenant, sans palabres et sans préalables, mettra un terme à cette tragédie. Et c'est possible !

Pour cela, il faut des dirigeants en Israël et en Palestine à la hauteur de l'Histoire, courageux et capables de signer la paix. Il faut une communauté internationale active, une Europe unie et une Amérique engagée.

En élisant Barack Obama, j'ai le sentiment que l'Amérique vient d'accomplir un premier pas historique.

Que chaque peuple soit, aussi, au rendez-vous de l'Histoire, pour enfin rétablir la paix. C'est le vœu que je forme pour 2009.

Une crise globale et totale

Au-delà de la situation internationale, c'est la crise qui est dans tous nos esprits. Une crise, à l'origine américaine et immobilière, devenue globale et totale, qui, pour la première fois, frappe simultanément le monde entier et tous les secteurs d'activité.

Avec cette crise, nous payons le prix de la dérive idéologique et politique de nos sociétés aveuglées par le « veau d'or » du marché ; des sociétés qui se rendent compte, trop tard, bien trop tard, que si le marché peut être un bon serviteur, c'est toujours un mauvais maître.

Aujourd'hui, nous payons le prix de cette « économie casino », où les profits d'une infime minorité sont les pertes de l'immense majorité.

Le capitalisme, financiarisé et mondialisé, s'est en effet révélé être un immense marché de dupes, où à tous les coups, ce sont les salariés qui perdent :

- pile, les profits et les bonus augmentent ;
- face, les salaires et les retraites stagnent, voire diminuent.

Pendant des années, ceux qui osaient s'opposer à cette dérive étaient accusés d'être des archaïques, bientôt enterrés par l'Histoire qui n'avaient rien compris au nouvel âge du capitalisme.

La bulle financière ayant éclaté, l'Histoire prend sa revanche et nous voilà confrontés à la brutalité de l'économie réelle.

Pour la première fois depuis l'après-guerre, tous les pays industrialisés vont connaître une récession, bon nombre une déflation, et les pays émergents une croissance en diminution.

Notre pays n'y échappe pas :

- Le robinet du crédit s'est tari, en dépit des milliards d'euros octroyés aux banques par l'Etat.
- Les plans sociaux s'accumulent, le chômage progresse et les ménages réduisent leur consommation.
- Les défaillances d'entreprises se multiplient. Les entrepreneurs, créateurs de richesses, réduisent leurs investissements. Des secteurs entiers sont frappés et des entreprises sont menacées.

Je pense notamment à Faurécia et à Altis, deux entreprises implantées dans notre département et dont l'avenir est incertain. Et je salue la présence ici de leurs représentants syndicaux qui oeuvrent chaque jour pour sauver leur outil de production.

La mobilisation du 29 janvier et le service public en danger

L'énorme mobilisation des salariés du public et du privé, à Paris et en Province, répondant à l'appel unanime des syndicats, a montré à quel point les Français sont inquiets et même en colère.

- Les Français ne comprennent pas un « plan de relance » déséquilibré qui privilégie les banques, mais oublie les ménages et leur pouvoir d'achat.
- Les français ne comprennent pas ce double langage, à la manière du Dr Jekyll quand il s'agit de moraliser le capitalisme, et de Mr Hyde quand on nous annonce la retraite à 70 ans et le travail le dimanche.
- Les Français ne comprennent pas que l'on remette en cause le service public, alors qu'il est leur premier rempart pour les protéger face à la crise.

Depuis plusieurs années, le service public est en effet en danger, victime de cette idéologie qui veut le faire reculer, le fragiliser, le privatiser.

C'est le cas de la **santé publique et des hôpitaux**, sous financés, où les conditions de travail des personnels soignants se dégradent de plus en plus.

C'est le cas du **service public de l'éducation** qui doit subir, en 2008 et 2009, la suppression de 25.000 postes d'enseignants, alors que tout se joue à l'école.

C'est le cas du **service public du logement**, avec une baisse des crédits de plus d'un milliard d'euros, alors que la crise du logement n'a jamais été aussi aiguë.

C'est aussi le cas du **service public de La Poste**, menacé par un projet de privatisation qui mettrait à mal l'égalité de services entre les territoires.

Je veux affirmer avec force, à l'unisson des 2 millions de manifestants de jeudi dernier, que l'un des principaux atouts des Français face à la crise, c'est le service public ; et que, dès lors, il faut le défendre, pied à pied. Il faut même le renforcer.

C'est précisément ce que nous faisons, ici, en Essonne ; c'est ce que fait le Conseil général depuis dix ans, en mettant en œuvre son projet : « Essonne solidaire, Essonne volontaire ».

En ces temps de crise, le Conseil général a en effet, plus que jamais, l'ambition d'être solidaire, pour affirmer sa vocation de « bouclier social » à l'égard des Essonniens, et d'être volontaire, pour être un acteur majeur de la relance économique en Essonne.

Le Conseil général, solidaire : bouclier social

Oui, en 2009, nous voulons être un bouclier social, pour atténuer les effets de la crise auprès des Essonniens.

Je veux vous en donner cinq exemples concrets.

Premier exemple, l'insertion sociale et professionnelle.

Le département est le maître d'œuvre du Revenu Minimum d'Insertion, et bientôt du Revenu de Solidarité Active. En 2009, le Conseil général poursuivra ses efforts en matière d'insertion en faveur des personnes les plus fragiles, car le plus grand ennemi, quand on est dans la précarité, c'est de s'y enliser.

Deuxième exemple : les jeunes

Nous augmenterons de 50% les crédits consacrés au Fonds d'aide d'urgence aux jeunes. Sans oublier l'aide à l'autonomie, comme la Carte Jeunes, car pour redonner confiance à la jeunesse, il faut d'abord lui faire confiance.

Troisième exemple, le logement.

Le Fonds de Solidarité Logement du Département vient d'adopter de nouvelles règles pour faciliter l'accès au logement et renforcer les aides au maintien dans le logement des foyers les plus démunis.

Le Conseil général soutiendra, aussi, les bailleurs sociaux pour offrir des logements adaptés aux jeunes de moins de 30 ans.

Quatrième exemple, **la petite enfance**.

En 2009, ce sont 373 places de crèche qui seront créées dans les communes de l'Essonne, avec le concours du Conseil général. Dans un contexte économique difficile, les femmes ne doivent pas être durablement éloignées du marché du travail, car elles seraient encore plus victimes de la crise.

Cinquième exemple, les **personnes handicapées**.

En 2009, 140 places d'accueil supplémentaires seront créées en établissements spécialisés. Nous aurons ainsi créé 1000 places en 10 ans, soit autant que pendant les 40 années précédentes. Notre conviction est, en effet, que les personnes handicapées ne sont pas des citoyens à part, mais des citoyens à part entière.

Enfin, le bouclier social, c'est aussi, entre autres, le soutien au pouvoir d'achat grâce aux aides du département, aux transports et à la restauration scolaire, aux modes d'accueil de la petite enfance et à l'autonomie des personnes âgées.

Voilà comment, quotidiennement, nous faisons vivre l'Essonne solidaire.

Voilà comment, concrètement, nous avons mis en place un bouclier social, pendant que d'autres inventaient le bouclier fiscal.

Voilà comment, le service public départemental permettra à tous les Essonnais, non pas d'échapper à la crise, soyons lucides, mais de l'affronter dans de meilleures conditions.

Le Conseil général, volontaire : acteur majeur de la relance

Si le Conseil général est solidaire, il est également volontaire. Il a pour ambition d'être un acteur majeur de la relance économique sur notre territoire.

En France, les collectivités locales financent les 3/4 de l'investissement public. En Essonne, le Conseil général est aujourd'hui l'un des tous premiers investisseurs publics.

Avant 1998, nos investissements étaient inférieurs à 150 millions d'euros par an. En 2008, ils dépassent les 225 millions d'euros, soit une augmentation de 50% en dix ans.

- Au premier rang de nos investissements : les **transports en commun**, avec la Région pour premier partenaire.

Ainsi, la nouvelle ligne « Gare de Massy – Ecole Polytechnique de Palaiseau » sera inaugurée dans quelques semaines.

En Essonne, agir pour les transports en commun, c'est améliorer les lignes RER D, C et B qui doivent être un objectif prioritaire de l'Etat, de la RATP, de la SNCF et du Syndicat des Transports d'Ile de France. Les transports en commun ne doivent plus être une souffrance pour les usagers. 12% d'irrégularité sur les lignes B et C et 18% sur la ligne D, c'est insupportable !

Le Président de la Région, Jean-Paul Huchon, vient de présenter un plan de mobilisation pour les transports en commun de 18 milliards d'euros. Je vous annonce que le Conseil général est prêt à participer à son financement. Mais, je veux dire, solennellement, que rien ne pourra se faire, si le Gouvernement ne s'engage pas à financer, lui aussi, ce plan à hauteur de 33%. Voilà d'ailleurs une piste sérieuse pour un vrai plan de relance.

Ce plan de mobilisation prend en compte les besoins de la grande couronne. Je veux, à ce propos, dire que je ne suis pas d'accord avec l'idée saugrenue, qui ressurgit ces derniers temps, du petit « Grand Paris », réduit à Paris entouré des 3 départements de la première couronne.

Devant le Comité Balladur, j'ai défendu la grande couronne, ceux qui y vivent, ceux qui y travaillent et ceux qui s'y déplacent. J'ai refusé cette nouvelle frontière qui concentrerait les richesses en petite couronne et tournerait le dos à la grande couronne, donc à l'Essonne. J'ai en particulier répété que les transports en grande couronne sont aussi importants qu'au cœur de l'agglomération. Le tramway des Maréchaux, c'est bien. Le tram-train Massy-Evry c'est encore mieux.

- Le deuxième volet de notre stratégie d'investissement, c'est le soutien à la **recherche et l'innovation technologique**.

L'Essonne est un département d'avenir, une terre d'excellence qui contribue pleinement au rayonnement et à la force de la métropole Paris Ile-de-France.

C'est le cas du Genopole d'Evry qui va entrer dans une nouvelle phase de son développement avec la Bio Production, étape essentielle vers la fabrication des médicaments du XXIème siècle.

C'est le cas, aussi, du Plateau de Saclay, où la filière numérique et des logiciels invente, ici, maintenant, les technologies de demain.

L'important soutien apporté depuis 10 ans par le Conseil général à la recherche et développement, ainsi qu'aux entreprises de pointe – grandes ou petites – permet de mieux protéger l'activité et l'emploi en cette période de crise.

- Le Conseil général investit, aussi c'est plus classique, dans les **routes** et les **collèges**. Il aide les communes en subventionnant école, piscine, gymnase ou crèche. Et, il participe aux côtés de l'Etat, à la rénovation urbaine des quartiers populaires avec le fonds départemental que nous avons créé.
- Enfin, nous poursuivrons nos efforts, en matière de **développement durable**, avec l'Agenda 21 départemental, car même en temps de crise, la sauvegarde de notre planète doit rester une priorité.

Vous l'avez compris, l'effort d'investissement du Conseil général est donc massif, et je peux vous assurer qu'en 2009 nous ne baisserons pas la garde.

Finances des collectivités et réforme territoriale

Ce que fait le Conseil général de l'Essonne montre bien qu'un plan de relance équilibré devrait s'appuyer sur trois piliers : le soutien au pouvoir d'achat, le soutien à l'investissement et le soutien aux collectivités locales.

Or, malgré les revendications unanimes des Régions, des Départements et des communes, ces derniers sont quelque peu les oubliés du plan de relance.

Il comporte, bien sûr, certaines mesures, tel le remboursement anticipé de la TVA par l'Etat qui fera l'objet d'un contrat que je signerai prochainement avec Monsieur le Préfet, mais elles ne sont pas à la hauteur de la crise.

D'autant plus que les collectivités locales sont victimes depuis plusieurs années d'une asphyxie financière en raison même des décisions de l'Etat.

Je veux parler du serpent de mer des transferts au Département de compétences - le RMI, les routes nationales, etc... – et donc de charges nouvelles, insuffisamment compensées par l'Etat.

Depuis 2004, ce transfert a coûté au Conseil général 100 millions d'euros. Ce chiffre peut être contesté, mais c'est le nôtre et nous pouvons prouver qu'il est juste.

100 millions d'euros, ce n'est pas rien, quand on a l'ambition d'être un bouclier social et un acteur de la relance.

100 millions d'euros, ce n'est pas rien quand, en plus, le Conseil général doit faire face à la chute du marché immobilier et des recettes qui en découlent, au plafonnement de la taxe professionnelle et à la stagnation des dotations de l'Etat.

Je m'en suis entretenu directement avec le Premier ministre. Je lui ai fait des propositions concrètes. D'abord, des mesures exceptionnelles qui pourraient s'inscrire dans un « pacte de confiance et de relance » entre l'Etat et les collectivités locales.

Ensuite et surtout, une refonte totale de la fiscalité et des finances locales qui sont à bout de souffle. C'est là, la priorité, oui la priorité, et non la réforme institutionnelle voulue par le Président de la République.

Je m'étonne d'ailleurs qu'il ait choisi de lancer cette réforme maintenant. Je m'étonne de cette précipitation. Aujourd'hui, il y a plus urgent que de remettre en cause la place et le rôle des Départements qui, chaque jour, font la preuve de leur efficacité pour faire face à la crise.

La vérité, mes chers amis, c'est qu'en asphyxiant les collectivités locales, on veut leur faire supporter le poids d'une partie de la dette et des déficits publics. Ce n'est pas acceptable. La vérité, c'est que l'on veut transférer, de l'Etat aux collectivités locales, l'impopularité de l'impôt. Ce ne l'est pas davantage.

Conclusion

Mesdames, Messieurs, Il me faut maintenant conclure.

Soyons réalistes : 2009 sera une année exceptionnellement difficile. Que ce soit sur le plan international, au Proche-Orient et ailleurs, ou sur le plan économique et social, 2009 marquera l'Histoire. Nous serons tous mis à rude épreuve et nous devons faire preuve, plus que jamais, de cohésion et de responsabilité.

Voilà pourquoi, je n'accepte pas le discours de dénigrement du service public, des agents et des élus qui le font vivre.

En revanche, je sais que je peux compter sur les uns et les autres pour faire face à la crise et venir en aide aux Essonnais.

Je sais que je peux compter sur le dévouement et la compétence des agents du département. C'est pourquoi nous avons voulu les mettre à l'honneur à l'occasion de ces vœux.

Je sais que je peux également compter sur la disponibilité et l'engagement des élus de la majorité départementale qui sont chaque jour à mes côtés. Et je veux les remercier pour leur soutien que rien ne dément. Je veux aussi saluer les élus de l'opposition. Les uns et les autres, par leur force de conviction, leur sens de l'intérêt général défendent leur département.

Et à vous tous, élus, agents, citoyens, je veux dire que si je peux compter sur vous ; alors, pour affronter les temps difficiles qui sont devant nous, vous pouvez compter sur moi, sur ma volonté inébranlable, aujourd'hui comme demain.

Chers amis,

Avant de souhaiter, à chacune et chacun d'entre vous, une année 2009, la plus belle et la plus heureuse possible, je voudrais évoquer Jean Jaurès.

Il écrivait : « A la longue, inexorablement, comme le fleuve va à la mer, malgré les obstacles et les détours ; la vérité, l'égalité, la générosité ont eu et auront toujours le dernier mot ». Ce sera le mien.

A vous tous, belle et heureuse année 2009 !

Michel BERSON